

LES MISSIONS À LA DGFIP : INDUSTRIALISATION DES TÂCHES, ACCUEILS CHRONOMÉTRÉS

LE SERVICE PUBLIC DE LA DGFIP : LA DÉSHUMANISATION EN MARCHÉ !



Après l'éloignement des services de la DGFIP de la population, ce sont les missions qui sont démantelées, concassées, rendant les tâches répétitives et industrielles. Les accueils sont de moins en moins accessibles à la population, tant en termes d'éloignement géographique que d'horaires d'ouverture, de moyens humains et de temps à consacrer à chaque contribuable. Le contexte économique et social actuel devrait plaider fortement pour le renforcement des missions régaliennes de la DGFIP.

MAIS IL N'EN EST RIEN.

Alors qu'une année sans suppression d'emplois avait été annoncée pour 2026 et que la DGFIP continue de prendre en charge de nouvelles missions d'autres administrations, ce sont au final 550 nouvelles suppressions d'emplois qui vont affaiblir les services.

Industrialiser les tâches, regrouper des services, créer des plateformes téléphoniques à des centaines de kilomètres du bassin d'emplois concerné, dématérialiser massivement... pour tenter de pallier au manque d'emplois et de moyens, tout cela participe à une déshumanisation progressive du service public et a un impact sur le consentement à l'impôt.

Aujourd'hui ce sont les agent-es, accompagnés de la CGT Finances Publiques et des autres organisations syndicales de la DGFIP, qui défendent le service public qu'ils rendent au quotidien. Le contexte social et économique d'aujourd'hui ne rend pourtant pas l'accueil du public aisé pour les agent-es en première ligne, récepteurs d'une colère contre les politiques publiques menées. Les missions de la DGFIP sont des missions régaliennes méprisées par les politiques libérales. Pourtant, est encore ancrée chez les agent-es la conscience professionnelle de rendre un réel service public de proximité et de qualité, qui doit rester un droit pour les usagers.

Pour la CGT finances publiques, la dérive économique et sociétale que représente la déshumanisation du service public de la DGFIP est un danger pour la démocratie. La DGFIP doit au contraire revenir à l'égalité de traitement de l'ensemble de la population et des acteurs économiques sur tout le territoire.

Les missions fiscales, comptables, foncières, informatiques et transverses doivent relever de la seule DGFIP. Les missions externalisées doivent redevenir des missions publiques réalisées par la DGFIP.

La CGT Finances Publiques revendique un véritable service public économique, fiscal, foncier, financier et comptable, ainsi qu'un maillage territorial garantissant l'égalité d'accès et de traitement des usagers et partenaires. Un service public de proximité et de pleine compétence nécessite l'arrêt des suppressions d'emplois et le recrutement d'effectifs statutaires à la hauteur des enjeux de nos missions de contrôle des fonds publics et d'égalité devant l'impôt (lutte contre la fraude et l'évasion fiscale).